



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



INSTITUT NATIONAL
DE L'ORIGINE ET DE
LA QUALITÉ

Olivier RUSSEIL
Délégué territorial Nord-Est

Dossier suivi par : Yannick QUIRIN
Tél : 03 89 20 16 87
Mail : y.quirin@inao.gouv.fr

Monsieur le Maire
COMMUNE DE MAZELEY
2, Grand Rue
88150 MAZELEY

N/Réf : OR/SA/LET55.24

Colmar, le 26 juillet 2024

Objet : Modification du PLU de la commune de MAZELEY

Monsieur le Maire,

Par courriel du 23 mai 2024, vous avez bien voulu me faire parvenir, pour examen et avis, le projet de modification du PLU de la commune de MAZELEY.

La commune de MAZELEY est située dans l'aire géographique des Appellations d'Origine Contrôlée/Appellations d'Origine Protégée (AOC/AOP) « Miel de Sapin des Vosges » et « Munster ».

Elle est située dans l'aire géographique de l'Appellation d'Origine Contrôlée (AOC) « Mirabelle de Lorraine ».

Elle appartient également à l'aire de production des Indications Géographiques Protégées (IGP) « Bergamotes de Nancy », « Emmental français Est-Central » et « Mirabelles de Lorraine ».

Comptant 261 habitants, Mazeley dispose d'un territoire d'une surface de 1 054 ha, majoritairement répartis entre espaces agricoles (50 %) et forestiers (46 %).

Le projet consiste en la 1^{ère} modification du PLU de cette commune vosgienne.

Cette modification avait été achevée une première fois en 2022, après quoi la documentation a été transmise pour avis aux différents services concernés ; suite notamment à des avis défavorables de certains services et de la CDPENAF au sujet de la constructibilité agricole, la modification a été poursuivie par la commune. Le présent courrier concerne uniquement les modifications opérées depuis 2022, les modifications précédentes ayant déjà fait l'objet d'un avis par courrier daté du 12 juillet 2022.

Les points retravaillés suite à la première version de la modification du PLU concernant :

- Des modifications du règlement écrit, pour faciliter l'instruction des autorisations d'urbanisme et adapter la documentation à la situation locale :
 - augmentation de l'emprise au sol des annexes et dépendances en zones « urbaine », « agricole » et « naturelle »,
 - autorisation de la construction d'abris strictement liés à l'usage agricole en zone « agricole »,
 - augmentation de la hauteur des annexes et dépendances en zone « urbaine » UA,
 - précisions quant à l'aspect extérieur des constructions en zones « urbaines » UA et UB, ainsi que sur la hauteur des clôtures.

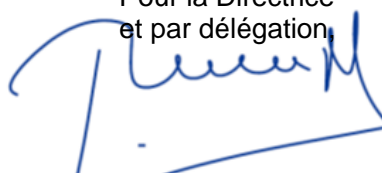
.../...

- L'établissement d'une nouvelle zone constructible agricole, pour permettre le développement à court terme d'une exploitation du village. Cela implique la création d'un nouveau secteur « agricole constructible » AC, jouxtant un secteur AC existant. A noter que la surface de ce secteur a été portée de 4,25 ha, dans le premier projet, à 0,7 ha dans le projet actuel ; cette surface était initialement classée en zone « naturelle vergers » NV. Cette réduction considérable se fait au profit de surfaces agricoles, support potentiel de productions sous Signe officiel d'Identification de la Qualité et de l'Origine (SIQO),
- La suppression de certains emplacements réservés, et « d'éléments remarquables du patrimoine bâti et paysager ».

L'Institut note par ailleurs que contrairement à ce qui est indiqué en page 7 de la notice explicative, il est possible de réaliser des abris pour animaux en zone « agricole » AA selon le règlement modifié. Par ailleurs, en page 29, le paragraphe évoquant la consommation foncière fait état d'une consommation foncière par un projet agricole de 4,25 ha potentiellement, mais cette enveloppe a été réduite à 0,7 ha dans le nouveau projet.

Après étude du dossier, je vous informe que l'INAO n'a pas d'autre remarque à formuler.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour la Directrice
et par délégation,

Olivier RUSSEIL

Copie : DDT 88